



**Ville de Vulaines-sur-Seine  
6 rue Riché  
77870 VULAINES-SUR-SEINE**

**Appel à projet  
En vue de la cession d'un terrain rue de la République  
Sur la base d'un projet de logements**

CAHIER DES CHARGES

Offre à remettre avant le 13 juillet 2018 à 12h00  
Par pli recommandé ou suivant dépôt à l'accueil de la mairie (8h30 – 12h / 14h – 17h)



6 Rue Riché - 77870 Vulaines-sur-Seine • tél : 01-60-74-59-10 • fax : 01-60-74-59-11

[mairie@vulaines-sur-seine.fr](mailto:mairie@vulaines-sur-seine.fr) • [www.vulaines-sur-seine.fr](http://www.vulaines-sur-seine.fr)

## SOMMAIRE

1. Objet de la consultation
2. Données foncières et documents d'urbanisme
3. Orientations programmatiques
4. Dossier de réponse
5. Choix du projet

### 1. Objet de la consultation

---

Située en périphérie de Fontainebleau, la ville de Vulaines-sur-Seine compte 2756 habitants et offre un cadre de vie préservé aux portes d'une agglomération dynamique et très bien desservie par le réseau de transports francilien.

La ville envisage de céder un terrain de 4064 m<sup>2</sup> à proximité du cœur historique du village (boulangerie et services à proximité) en vue d'y construire de l'habitat collectif dans un souci de parfaite maîtrise de l'équilibre démographique du village, particulièrement dans ce secteur.

Cette consultation a pour objet la cession avec charges du terrain cadastré AL82 en vue d'y réaliser un programme privé conforme aux attentes du Conseil municipal au titre du présent cahier des charges et sans contrepartie financière pour la ville : elle n'est pas soumise à la réglementation relative à la commande publique.

Elle ne pourra donner lieu à aucune prime ou indemnité.

Le présent appel à projet contient :

- Le cahier des charges
- L'extrait de plan cadastral relatif à la parcelle AL82
- L'extrait du règlement du Plan Local d'Urbanisme relatif à la zone AU

Contacts et visites :

Le bien pourra être visité sur demande formulée auprès du service urbanisme (Julien Rubio : 0160745910 – [julien.rubio@vulaines-sur-seine.fr](mailto:julien.rubio@vulaines-sur-seine.fr))

Les candidats peuvent transmettre leurs questions par courriel au même interlocuteur.

## 2. Données foncières et urbanistiques

---

Le terrain à céder est un terrain clos en friche sur lequel sont édifiés 4 chalets en état de délabrement avancé.

Il se situe sur la parcelle AL82 et figure en zone AU du Plan Local d'Urbanisme dont il constitue l'OPA n°3.

**Le terrain offre une superficie totale de 4064 m<sup>2</sup>.**

Il est précisé qu'aucun bornage du terrain n'a été effectué et que celui-ci, si nécessaire, devra être fait aux frais de l'acquéreur.

***Principales contraintes d'urbanisme (se référer aux documents joints en annexe pour les détails) :***

- Le programme comprendra 20% de logements sociaux.
- L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 30% de la superficie de l'unité foncière.
- La hauteur des constructions ne doit pas excéder 9 mètres au faitage et 7 mètres à l'acrotère pour les toitures terrasses.
- L'OAP prévoit la création de logements dans le prolongement de l'espace urbanisé existant et un aménagement paysager en limite de la voie publique pour garantir une parfaite intégration du projet dans le paysage urbain.
- Les logements prévus sur ce secteur seront des logements collectifs. L'ensemble de logements devra comprendre des logements financés avec un prêt aidé de l'Etat.

## 3. Orientations programmatiques

---

Le programme devra impérativement s'intégrer parfaitement dans son environnement actuel, limiter les impacts visuels et inclure une parfaite gestion des problématiques de réseaux, de circulation et de stationnement.

### ***Insertion paysagère***

Le projet devra s'intégrer parfaitement à l'environnement s'agissant de la partie historique du village. Il présentera un ensemble aéré d'espaces verts en harmonie avec les constructions existantes aux alentours.

### ***Logements***

La ville de Vulaines-sur-Seine souhaite **limiter à 30 le nombre total de logements** de ce programme.

### ***Stationnement et impacts de circulation***

Le programme proposera 1,5 places de stationnement au minimum par logement.

L'acquéreur retenu au titre du présent appel à projet présentera à sa charge et avant la signature de l'acte de vente, une étude relative à l'impact du projet en termes de circulation.

### **Réseaux**

L'acquéreur retenu au titre du présent appel à projet devra impérativement faire réaliser une étude d'impact du projet sur le réseau actuel d'assainissement et effectuer tous travaux de dimensionnement nécessaires.

## **4. Dossier de candidature**

---

### **Présentation du candidat**

L'appel à projet s'adresse à tout promoteur ou organisme logeur et devra comprendre une maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire (Architecte, bureau d'études, économistes).

En cas de groupement, la ville souhaite n'avoir qu'un seul interlocuteur qui devra être identifié dans le dossier de réponse.

### **Dossier de candidature**

Même si le présent appel à projets ne relève pas à proprement parlé du droit de la commande publique, la proposition devra contenir tout document de nature à apprécier les compétences et les capacités du candidat.

Elle contiendra obligatoirement par ailleurs :

- Une lettre de motivation démontrant l'intérêt porté au projet, la démarche partenariale envisagée par la ville, et la bonne compréhension des sujétions particulières imposées relatives notamment, au nombre de logement, au stationnement, aux problématiques d'assainissement et de circulation.
- L'identification de l'opérateur devant acquérir le foncier.
- Une note synthétique présentant l'équipe en charge du projet.
- Une synthèse des réalisations similaires déjà portées par le candidat.

### **Dossier de projet**

La proposition se composera d'un dossier de projet exposant le programme prévisionnel de l'opération. Les dossiers seront remis en deux exemplaires au format A3, et un fichier pdf sur clé USB ou CD.

Le candidat produira les pièces suivantes :

- Esquisse
- Plan de masse couleur au 1/200<sup>e</sup>
- Deux insertions paysagères : une vue de près avec l'environnement le plus proche, et une vue de loin avec l'impact de la construction sur le quartier
- Un plan A3 permettant de visualiser la répartition des espaces publics, privés, et-ou en copropriété ainsi que les éventuelles servitudes à créer
- 5 jeux de plans coupes-facades en couleur
- Une note architecturale
- Une note présentant le programme de l'opération (surfaces de plancher, nombre de logements, typologie, public visé ...)
- Une proposition d'achat pour le foncier : cette proposition devra tenir compte de toutes les sujétions décrites au présent cahier des charges et être supérieure au prix du marché de sorte que la ville n'offre aucun avantage particulier au promoteur de cette opération privée.

- Une note de commercialisation : le candidat devra indiquer la proposition faite sur le prix de sortie au m<sup>2</sup> (stationnement inclus), la méthode de commercialisation et la décomposition du programme en fonction des publics visés.
- Le bilan financier prévisionnel faisant apparaître les recettes (prix de sortie envisagés) et l'intégralité des dépenses prévisionnelles (coût des travaux incluant construction et VRD, prestations intellectuelles, études et frais éventuels liés aux problématiques assainissement et circulation).
- Le planning prévisionnel : la ville souhaite que les travaux débutent au plus vite.

Les candidatures seront remises par envoi postal ou remise en main propre :

Monsieur le Maire de Vulaines-sur-Seine  
Hôtel de Ville  
6 rue Riché  
77870 VULAINES-SUR-SEINE

## 5. Sélection et choix du projet

---

Les candidatures seront examinées par un groupe de travail composé d'élus et de techniciens communaux (commission urbanisme).

Un entretien particulier pourra être effectué avec les candidats au terme d'une première sélection.

Critères de sélection :

- L'offre financière proposée pour l'acquisition foncière (nette de toute sujétion) et les modalités de règlement
- La qualité urbaine et architecturale du projet
- La prise en compte des points particuliers du cahier des charges et particulièrement les problématiques de stationnement, circulation et réseaux
- Le délai de réalisation du projet (y compris les études)

Date limite de dépôt des dossiers : 13 juillet 2018 à midi (12h00).

Département :  
SEINE ET MARNE

Commune :  
VULAINES-SUR-SEINE

Section : AL  
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 30/05/2018  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

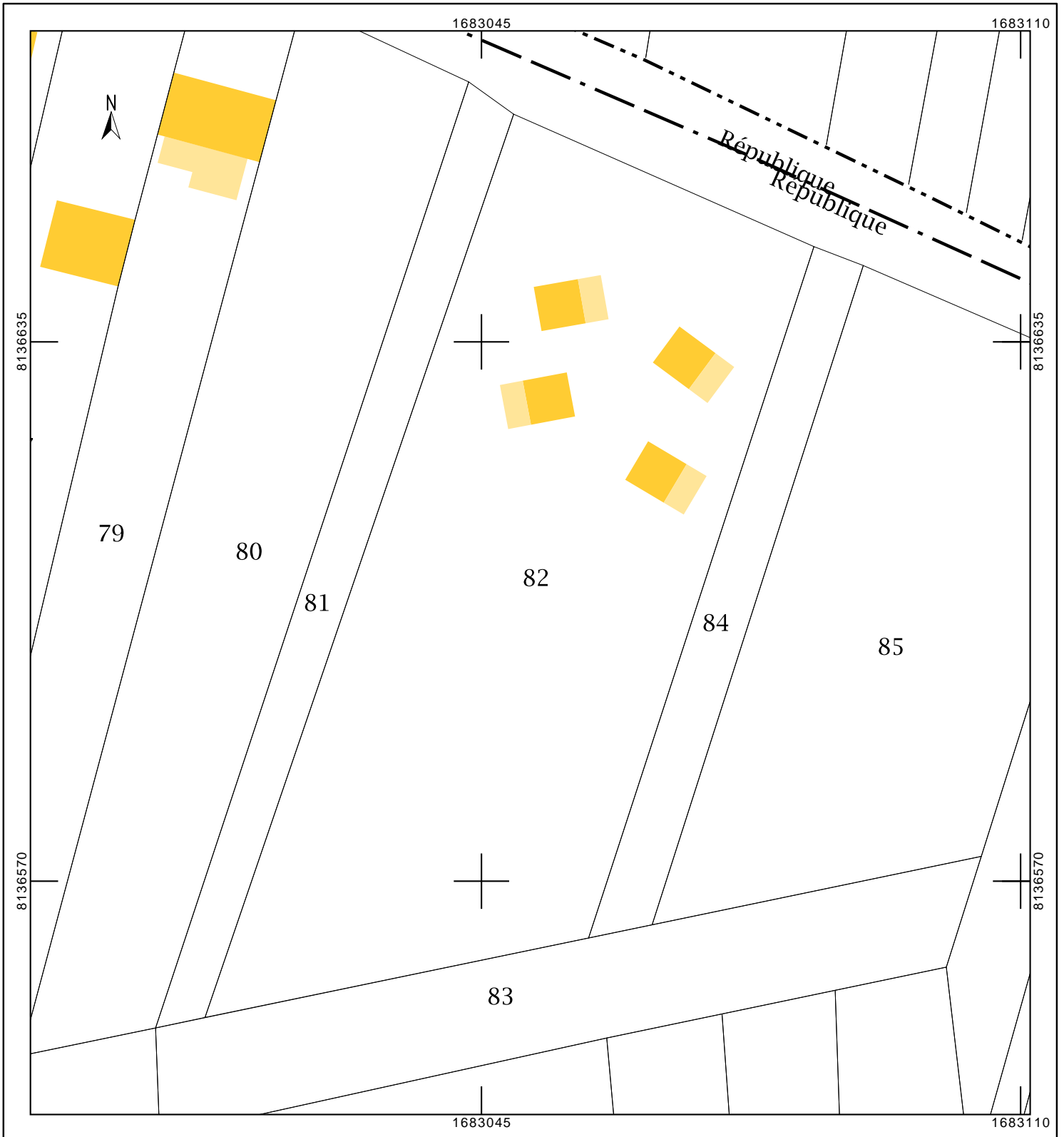
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
Melun  
Pôle topographique et de gestion  
cadastrale Cité Administrative 77010  
77010 Melun Cedex  
tél. 01 64 41 30 03 -fax  
ptgc.770.melun@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département de SEINE-ET-MARNE (77)

Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau

COMMUNE DE

Vulaines-sur-Seine



## PLAN LOCAL D'URBANISME

### 4. REGLEMENT

Vu pour être annexé à la délibération du  
Conseil communautaire approuvant le  
PLU et en date du :

**29 Juin 2017**



**Verdi Ingénierie**

99 rue de Vaugirard

75006 PARIS

## **DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AU**

*Les zones AU correspondent aux secteurs d'urbanisation future. Elles permettent de règlementer les nouvelles constructions en cohérence avec celles situées à proximité.*

### **ARTICLE AU.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

---

**Sont interdits dans l'ensemble de la zone :**

- Les constructions destinées à l'exploitation agricole et forestière, à la fonction d'entrepôt ou à l'industrie
- les terrains de camping ou de caravaning, parcs résidentiels de loisirs, les aires d'accueil des gens du voyage,
- l'implantation et l'extension d'installations classées au titre de la protection de l'environnement et soumises à autorisation ou à déclaration qui par leur nature, leur importance ou leur aspect seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité ou le caractère du milieu environnant
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,

### **ARTICLE AU.2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

---

Les constructions suivantes sont autorisées sous réserve de la réalisation des équipements nécessaires :

- les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- les affouillements et exhaussements du sol à condition d'être liés à une occupation du sol autorisée dans la zone,
- les constructions destinées à l'artisanat, aux bureaux, à l'hébergement hôtelier, à l'habitation.

Les programmes de construction, d'aménagement, de réhabilitation ou de changement de destination de locaux à destination d'habitation comporte un minimum de 20% de logements sociaux.

Cette disposition est applicable pour les opérations comportant 15 logements ou plus.

### **ARTICLE AU.3 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET D'ACCÈS AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

---

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité. Les caractéristiques des accès doivent permettre de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

Cette sécurité des accès doit être appréciée compte tenu notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les accès doivent être situés en des points les plus éloignés possibles des carrefours existants, des virages et autres endroits où la visibilité est mauvaise. Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies, l'accès sur celles de ces voies qui présente le plus de risques pour la circulation peut être interdit.



Les voies se terminant en impasse doivent être aménagées afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

## **ARTICLE AU.4 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT**

---

### **Alimentation en eau potable**

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, doit obligatoirement être alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution.

### **Assainissement**

A l'intérieur d'un même terrain, les eaux pluviales et les eaux usées doivent être recueillies séparément.

#### **o Eaux usées**

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées. Les eaux industrielles ou artisanales devront faire l'objet d'un prétraitement avant rejet dans le réseau public d'assainissement.

En cas d'impossibilité ou de difficulté technique grave de s'y raccorder, toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

Toute évacuation des eaux ménagères ou des effluents non-traités dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.

#### **o Eaux pluviales**

Des capacités de stockage des eaux pluviales et, ou des systèmes d'infiltration à la parcelle permettant une restitution limitée des eaux au réseau public seront mises en place sur le terrain d'emprise de l'opération, sauf si les caractéristiques du terrain le rendent inapproprié pour cette gestion des eaux.

Des prescriptions techniques particulières pour les eaux pluviales de toiture sont notamment recommandées pour l'arrosage.

Lorsqu'il existe un réseau public apte à recueillir les eaux pluviales, si une partie des eaux pluviales n'a pas pu être gérée à la parcelle, les aménagements sur le terrain doivent garantir leur évacuation après stockage sur la parcelle dans ledit réseau. Le rejet après stockage des eaux pluviales dans l'exutoire doit faire l'objet de l'autorisation des services compétents.

Pour les opérations réalisées sur un terrain de plus de 1 000 m<sup>2</sup> le ruissellement est limité à 2l/s/ha pour tout nouvel aménagement ou réaménagement tendant à augmenter le niveau d'imperméabilisation d'une parcelle

En l'absence de réseau collectif, la totalité des eaux pluviales doit être dirigée vers un système d'infiltration sur le terrain du pétitionnaire.

Le zonage des eaux pluviales s'il existe doit être pris en compte.

### **Réseaux divers**

Le raccordement des constructions aux réseaux concessionnaires (télécommunication, électricité basse tension) doit être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec le service gestionnaire.

Dans les opérations d'ensemble telles que lotissement ou ensemble de constructions groupées, la desserte des réseaux intérieurs doit être enterrée.

### **Déchets**

Des locaux techniques de superficie suffisante doivent être prévus ou aménagés pour accueillir les conteneurs nécessaires à la collecte sélective des déchets ménagers.

---

## **ARTICLE AU.5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

---

Sans objet.

---

## **ARTICLE AU.6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

---

Les constructions s'implantent avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport aux voies et emprises publiques.

Une clôture est implantée à l'alignement des voies et emprises publiques afin de prolonger visuellement l'alignement.

---

## **ARTICLE AU.7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

---

Les constructions s'implantent en retrait des limites séparatives avec une distance minimale de 5 mètres.

Cette distance peut être ramenée à 3 mètres en cas de façades aveugles, ou percées de jour non ouvrant laissant seulement passer la lumière.

## **ARTICLE AU.8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ**

---

Sur une même propriété, les constructions principales s'implantent à une distance les unes des autres au moins égale à 10 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

## **ARTICLE AU.9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

---

*L'emprise au sol des constructions correspond à la projection verticale de leur volume, y compris les constructions annexes et les saillies.*

*Ne sont pas compris dans le calcul de l'emprise au sol: les terrasses non couvertes, de plain-pied avec le rez-de-chaussée et non constitutives de surface de plancher; les constructions enterrées (type parking en sous-sol) lorsqu'ils dépassent au plus de 1,50 m par rapport au niveau du terrain naturel; les rampes d'accès lorsqu'elles descendent à partir de la voie. Celles qui montent ne comptent que pour leur partie excédant 0,60 m par rapport au niveau du terrain naturel.*

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 30% de la superficie de l'unité foncière.

## **ARTICLE AU.10 : HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS**

---

*En cas de terrain en pente, le point de référence du terrain est la moyenne entre le point le plus haut et le point le plus bas du terrain naturel avant travaux, sur l'emprise de la construction. La hauteur totale des constructions est mesurée à partir du terrain naturel jusqu'au point le plus élevé du bâtiment (faîtage ou acrotère). Les ouvrages extérieurs (antennes, souches de cheminées, conduits d'aération, garde-corps ajourés...) sont exclus des règles de hauteur.*

La hauteur des nouvelles constructions ne doit pas excéder 9 mètres au faitage et 7 mètres à l'acrotère pour les toitures terrasses.

Ces règles ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

## **ARTICLE AU.11 : ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS**

---

Les constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les règles énoncées ci-après peuvent ne pas être appliquées dans les cas suivants :

- les équipements collectifs d'intérêt général en raison de caractéristiques techniques ou d'un caractère temporaire.
- les procédés de construction et matériaux énoncés à l'article R111-50 du Code de l'urbanisme. Cette disposition ne s'applique pas dans les zones de protection du patrimoine énoncées à l'article L111-17 du Code de l'urbanisme.

#### **FAÇADES MATERIAUX ET COULEURS :**

Tous les murs des bâtiments doivent présenter une unité d'aspect par façade et une couleur en harmonie avec les constructions existantes dans le voisinage.

Les matériaux à enduire ne doivent pas rester apparents

#### **TOITURES :**

Les toitures des constructions doivent présenter une simplicité de volume et une unité de conception.

Les matériaux de couverture des extensions doivent être en harmonie avec ceux présents sur la construction existante.

Les capteurs solaires ou les panneaux photovoltaïques sont autorisés à condition de s'intégrer à la pente du toit et à la composition architecturale de la construction (positionnement cohérent avec le traitement des façades, notamment des ouvertures, et préférentiellement en bandeau) ainsi qu'au site.

Les ouvrages extérieurs (antennes, souches de cheminées, conduits d'aération, locaux techniques, garde-corps ajourés...) doivent être aussi peu visibles que possible depuis l'espace public.

Les combles et toitures doivent répondre à deux critères : simplicité de volume et unité de conception : les toitures doivent comporter au moins deux pentes comprises entre 35° et 45°, pour les bâtiments autres que l'habitation, la pente minimale est ramenée à 25°.

Dans le cas de bâtiments annexes, d'une hauteur inférieure à 3 m, la couverture peut prendre la forme d'une terrasse plantée ou d'une toiture à une pente.

#### **CLOTURES :**

Les clôtures doivent être conçues de manière à s'harmoniser par les matériaux avec la ou les constructions existantes sur la propriété ou dans le voisinage immédiat.

#### **En bordure de l'espace de desserte :**

La hauteur totale des clôtures est limitée à 1.80 mètres.

Elles doivent être conçues, dans la continuité des façades et en harmonie avec leur environnement direct. Elles prennent soit la forme d'un mur plein traditionnel percé d'un portail, soit d'un soubassement surmonté d'une grille ou d'un barreaudage, doublés par une haie végétale.

### **En limites séparatives de propriété**

De manière générale, en limite de propriété et à l'alignement de l'espace de desserte, les matériaux ayant l'aspect de la tôle ou du plastique, sont interdits.

Les coffrets et les boîtes aux lettres doivent être intégrés dans les clôtures. Leur implantation en saillie sur l'alignement est interdite.

Ces règles ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

## **ARTICLE AU.12 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

---

### **1 - Principes**

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et leur installation doit être assuré en dehors des voies publiques. Les places de stationnement sont réalisées sur le terrain d'assiette de l'opération ou dans son environnement immédiat.

Il doit être réalisé, à l'occasion de toute construction ou installation nouvelle, des aires de stationnement selon les prescriptions édictées au paragraphe 2 ci-après du présent article.

### **2 - Nombre d'emplacements**

#### **- Pour les véhicules motorisés**

##### Constructions à destination d'habitation :

Pour la zone AU Rue fossé Derouy :

Il doit être créé au minimum une place de stationnement par tranche de 115 m<sup>2</sup> de surface de plancher entamée et deux places minimum pour les logements de plus de 115 m<sup>2</sup>.

Pour la zone AU Rue de la République:

Il doit être créé au minimum une place de stationnement par tranche de 77 m<sup>2</sup> de surface de plancher entamée et deux places minimum pour les logements de plus de 77 m<sup>2</sup>.

##### Constructions destinées au commerce et artisanat:

Il est créé une place de stationnement pour 100m<sup>2</sup> de surface de plancher

##### Constructions destinées aux bureaux :

Il est créé une place de stationnement pour 55 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

- **Pour les cycles**

Construction à destination d'habitat :

Il doit être réservé un emplacement d'une superficie minimale de 0.75m<sup>2</sup> par logement pour les logements jusqu'à 2 pièces principales et 1.5m<sup>2</sup> par logement dans les autres cas, avec une superficie minimale de 3m<sup>2</sup>.

Constructions à destination de bureaux :

Il doit être réservé pour les cycles un emplacement d'une superficie minimale de 1.5 m<sup>2</sup> pour 100m<sup>2</sup> de surface de plancher.

**3 - Caractéristiques du stationnement**

Surface de stationnement pour les parkings collectifs :

Le nombre de places sera calculé sur la base de 25 m<sup>2</sup> par place.

---

**ARTICLE AU.13 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**

---

Les plantations existantes avant le dépôt du permis de construire et en dehors de l'emprise au sol du projet de construction, notamment les arbres de grand développement, sont maintenus ou remplacés en nombre équivalent, par des plantations d'essences locales adaptées aux conditions bioclimatiques en nombre et en surface au moins équivalents. En outre, les constructions réalisées sur des terrains arborés doivent être conçues pour assurer la meilleure préservation possible des spécimens de qualité.

Les espaces libres non bâtis et non occupés par des aires de stationnement doivent être plantés ou engazonnés.

20% au moins de la superficie de l'unité foncière doivent être aménagés en espaces verts.

Les aires de stationnement et leurs dessertes ne sont pas comptabilisées dans les espaces verts

Les haies seront de préférence paysagères, libres, avec un mélange de plantes à feuillage caduc et persistant.

Ces règles ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

---

**ARTICLE AU.14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

---

Sans objet.

## **ARTICLE AU.15 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS EN MATIÈRE DE PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

---

Il est recommandé que les constructions prennent en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant par :

- l'utilisation de matériaux renouvelables, récupérables, recyclables ;
- l'intégration de dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
- l'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable pour l'approvisionnement énergétique des constructions (chaudière bois, eau chaude sanitaire solaire, pompes à chaleur, photovoltaïque, géothermie...);
- l'orientation des bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle afin de limiter les dépenses énergétiques ;

Les équipements liés aux énergies renouvelables (capteurs solaires, panneaux photovoltaïques, vérandas...) doivent être intégrés et adaptés à la composition architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager.

## **ARTICLE AU.16 : OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES**

---

Pour toute construction ou installation nouvelle qui implique une utilisation de moyens de communication doit être prévu son raccordement au réseau de communication numérique.

Dans le cas où la Commune viendrait à disposer de nouveaux réseaux de distribution, le raccordement à ces réseaux sera imposé aux bâtiments neufs.